

X^e Congrès national du Parti Ouvrier Français

(Marseille, 24-28 septembre 1892)

Déclaration

Le 10^{ème} Congrès national du parti ouvrier français, au nom des 107 villes et des 718 groupes ou syndicats qu'il représente, salue les travailleurs du monde entier qui, organisés en parti international de classe, combattent pour l'émancipation sociale et il envoie l'expression de ses plus vives sympathies à ceux et à celles qui, sous la torture russe et dans les prisons monarchiques et républicaines d'Europe et d'Amérique, expient leur dévouement à la grande cause de la libération humaine.

Il acclame dans les victoires socialistes du premier mai le prochain et décisif avènement au pouvoir politique du prolétariat, appelé à faire aboutir la révolution ouvrière en instaurant, sur les ruines du vieux système capitaliste, la propriété et la production sociales.

Douloureusement ému par les troubles de Liévin et de Lens, il crie aux mineurs du Pas-de-Calais: *"cessez une lutte fratricide ! Ce n'est pas contre vos frères de misère de Belgique que vos colères doivent se tourner, mais contre les Compagnies qui se servent de leurs bras pour vous affamer et vous asservir"*.

Il félicite les ouvriers de Carmaux qui, après avoir installé leur classe à l'Hôtel-de-ville, se sont solidarisés avec leur élu Calvignac pour la défense du suffrage universel. Et, en même temps qu'il flétrit un gouvernement prétendu républicain qui, en insurrection contre son propre principe, déshonore l'armée française en la mettant, comme au 2 Décembre, au service d'un attentat contre la souveraineté populaire, il le somme de retirer immédiatement du champ de grève nos soldats transformés en chiens de garde de la propriété capitaliste et de frapper de déchéance une Compagnie qui se sert du sous-sol national pour supprimer les droits politiques de toute une population.

Il s'engage enfin, au nom du parti, à soutenir de toutes ses forces et jusqu'au bout ces combattants du droit ouvrier au gouvernement du pays, en multipliant les souscriptions et en organisant par toute la France une campagne de réunions publiques.

Résolutions

Le 1^{er} Mai 1893

Considérant que la démonstration internationale de mai a pour but d'affirmer la solidarité des travailleurs de tous les pays et de les acheminer, par une action commune, à l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste;

Considérant que la journée de huit heures, qui a été choisie comme revendication principale et générale, est, en même temps que la plus importante des réformes à arracher à la société bourgeoise, une protestation contre le sur-travail dont les prolétaires sont victimes au seul profit de la classe parasitaire et le moyen de démontrer aux masses encore ignorantes qu'elles n'ont rien à attendre des pouvoirs publics tant qu'ils seront aux mains de leurs exploiters économiques;

Le 10^{ème} Congrès national du Parti ouvrier décide:

1. Que, le 1^{er} mai 1893, le travail devra être partout suspendu et les usines, mines, ateliers vidés, où les travailleurs ne manufacturent, avec la fortune du maître, que de la misère pour eux et leurs familles;
2. Que, pour le reste, les travailleurs auront à manifester d'après les circonstances locales et sous la forme qu'ils jugeront la meilleure, soit qu'ils votent, comme à Paris où le scrutin sera ouvert, pour des candidats de leur classe; soit qu'ils usent de leur droit à la rue; soit qu'avec les municipalités socialistes ils fêtent leur premier avènement au pouvoir communal; soit que, par de nouvelles mises en demeure, ils fassent éclater la mauvaise volonté et l'impuissance de nos dirigeants bourgeois.

Le Congrès n'entend exclure aucun mode de participation au 1^{er} mai. Il les admet tous et ne demande au prolétariat français que d'être debout ce jour-là, au cri de : *Vive les huit heures ! Vive l'Internationale ouvrière !*

Congrès international de Zurich

Considérant que la journée de huit heures est inscrite au programme des partis socialistes des deux mondes et que sa réalisation sera étudiée au Congrès international de Zurich;

Considérant que les Trade's-Unions de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, après avoir pris part au Congrès de Bruxelles, déchirent le pacte international qui a été conclu en organisant sur cette question spéciale un Congrès international à Londres en opposition à celui de Zurich;

Considérant que l'agitation pour la journée légale de huit heures est sortie du Congrès international de Paris de 1889 et que les Trade's-Unions ne l'ont acceptée que sous la pression du mouvement socialiste;

Considérant que le Parti socialiste international ne peut laisser limiter à la seule question des huit heures l'agitation ouvrière ainsi que le voudrait la majorité trade's-unioniste de Glasgow;

Le 10^{ème} Congrès national du Parti ouvrier français, formé des représentants de 718 Chambres syndicales et groupes socialistes, décide qu'il ne prendra pas part au Congrès de Londres; blâme la majorité antisocialiste de Glasgow d'avoir essayé de jeter la division dans le parti du travail en organisant le Congrès de Londres et invite les Trade's-Unions à rallier le mouvement ouvrier international et à se faire représenter au Congrès de Zurich.

-

Le Conseil national du Parti est chargé de demander à la commission suisse d'organisation du Congrès international de Zurich d'avancer la tenue dudit Congrès au mois d'avril, pour permettre une entente internationale en vue du 1^{er} mai.

Dans le cas où, pour des raisons internationales, le Congrès ne pourrait avoir lieu en avril, la commission d'organisation est invitée à le renvoyer au mois de novembre, pour qu'il ne coïncide pas avec la bataille électorale que le Parti ouvrier aura à livrer l'été prochain sur le terrain législatif.

-

Le Congrès décide que les délégués du Parti ouvrier français à Zurich auront à aborder, à discuter et à résoudre les questions - encore inconnues - qui pourraient figurer à l'ordre du jour, dans le sens du programme et de la tactique du Parti.

Les prochaines élections législatives

Le 10^{ème} Congrès national du Parti ouvrier décide:

1. Que, fidèle à son rôle d'agitateur et d'instructeur des masses prolétariennes, le Parti devra, l'année prochaine, engager la lutte dans toutes les circonscriptions où il compte des groupes et des membres sans avoir à se préoccuper des chances de succès;
2. Qu'au cas où, par endroits, des coalitions s'imposeraient, les candidats du Parti sont tenus à rester sur le terrain de la lutte de classe et à arborer le programme général et le titre du parti;
3. Qu'il sera toujours loisible, aux groupes, d'adjoindre à ce programme telles revendications locales ou professionnelles qui seraient nécessaires, étant donné qu'en aucune circonstance ces adjonctions ne seront en contradiction avec le but du Parti et sa tactique.

Le Congrès invite, en outre, les organisations du Parti à se préparer, dès aujourd'hui, à la prochaine bataille électorale en organisant, sans tarder et par semaine, le *sou du scrutin*.

Les municipalités socialistes et le programme de Lyon

Le 10^{ème} Congrès national du Parti ouvrier décide:

1. Que les Conseils municipaux socialistes devront poursuivre sans relâche l'application du programme de Lyon;
2. Que les conseillers socialistes isolés au sein d'assemblées bourgeoises auront à s'efforcer de faire prévaloir ces réformes dans leur sphère d'action.

Le Congrès charge en outre le Conseil national de servir d'intermédiaire entre les municipalités et le Parti et de les tenir mutuellement au courant des moyens employés par chacune d'elles pour la bonne et prompt exécution du programme qui leur est commun.

De la propagande et de l'organisation du Parti dans les campagnes

Le Congrès décide de compléter le programme général du parti par le programme agricole suivant destiné à rallier au socialisme les travailleurs des champs:

Article premier.	Minimum de salaire fixé par les syndicats ouvriers agricoles et par les conseils municipaux, tant pour les ouvriers à la journée que pour les loués à l'année (bouviers, valets de ferme, filles de ferme, etc.)
Art. 2	Création de prud'hommes agricoles;
Art. 3	Interdiction aux communes d'aliéner leurs terrains communaux; amodiation par l'Etat aux communes des terrains domaniaux, maritimes et autres actuellement incultes; emploi des excédents des budgets communaux à l'agrandissement de la propriété communale;

- Art. 4** Attribution par la commune des terrains concédés par l'Etat, possédés ou achetés par elle, à des familles non-possédantes, associées ou simplement usufructières, avec interdiction d'employer des salariés et obligation de payer une redevance au profit du budget de l'assistance communale;
- Art. 5 -** Caisse de retraite agricole pour les invalides et les vieillards, alimentée par un impôt spécial sur les revenus de la grande propriété;
- Art. 6 -** Achat par la commune de machines agricoles et leur location à prix de revient aux cultivateurs;
- Création d'associations de travailleurs agricoles pour l'achat d'engrais, de drains, de semences, de plants, etc., et pour la vente des produits ;
- Art. 7 -** Suppression des droits de mutation pour les propriétés au-dessous de 5000 francs;
- Art. 8 -** Réduction, par des commissions d'arbitrage, comme en Irlande, des baux de fermage et de métayage, et indemnité aux fermiers et aux métayers sortants pour la plus-value donnée à la propriété;
- Art. 9 -** Suppression de l'article 2102 du code civil donnant aux propriétaires un privilège sur la récolte, et suppression de la saisie-brandon, c'est-à-dire des récoltes sur pied; constitution pour le cultivateur d'une réserve insaisissable comprenant les instruments aratoires, les quantités de récolte, fumiers et têtes de bétail indispensables à l'exercice de son métier;
- Art. 10 -** Révision du cadastre, et, en attendant la réalisation de cette mesure générale, révision parcellaire par les communes;
- Art. 11 -** Cours gratuit d'agronomie et champs d'expérimentation agricoles.

Conseil national pour 1892-93

A l'unanimité le Conseil national sortant est réélu, composé des citoyens Crépin, Dereure, Ferroul, Jules Guesde, Paul Lafargue, Prévost, Quesnel.

Le prochain Congrès national

Mandat est donné au Conseil national de désigner le siège du prochain Congrès national du Parti, en en avisant, au moins trois mois à l'avance, les groupes et syndicats adhérents.

Vœux

Deux vœux ont été émis à l'unanimité: le premier en faveur d'une amnistie pleine et entière imposée aux pouvoirs publics par l'opinion et l'action populaire; le second tendant à l'union des forces socialistes et à la prochaine formation de tous les travailleurs en un grand et unique Parti ouvrier.

Un troisième vœu, émanant du dernier Congrès régional du Parti ouvrier du Nord et visant à substituer aux Congrès internationaux de deux ans en deux ans des conférences internationales aussi fréquentes que l'exigeraient les circonstances et composées de délégués des Conseils nationaux des divers partis socialistes, a été réservé pour une étude ultérieure, le Congrès se bornant à en prendre acte.